

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
28 avril 2003  
Français  
Original: anglais

---

**Lettre datée du 21 avril 2003, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Président du Comité  
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste**

Me référant à ma lettre du 12 septembre 2002 (S/2002/1016), j'ai l'honneur de vous informer que le Comité contre le terrorisme a reçu le rapport complémentaire ci-joint, présenté par Saint-Vincent-et-les Grenadines en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité contre le terrorisme  
(*Signé*) Inocencio F. **Arias**



**Annexe**

**Note verbale datée du 15 avril 2003,  
adressée au Président du Comité du Conseil  
de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste par la Mission  
permanente de Saint-Vincent-et-les Grenadines**

La Mission permanente de Saint-Vincent-et-les Grenadines auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste et a l'honneur de lui faire tenir ci-joint le rapport établi par le Gouvernement de Saint-Vincent-et-les Grenadines, comme demandé par le Comité dans sa note en date du 30 août 2002 (voir pièce jointe).

## Pièce jointe

### **Rapport complémentaire présenté par le Gouvernement de Saint-Vincent-et-les Grenadines en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité**

#### **Introduction**

1. Dans sa lettre datée du 30 août 2002, le Comité contre le terrorisme a demandé des précisions et des informations complémentaires sur un certain nombre de points figurant dans le précédent rapport soumis par Saint-Vincent-et-les Grenadines en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité.

#### **Paragraphe 1**

« Décide que tous les États doivent :

- a) Prévenir et réprimer le financement des actes de terrorisme;
- b) Ériger en infraction la fourniture ou la collecte délibérée par leurs nationaux ou sur leur territoire, par quelque moyen que ce soit, directement ou indirectement, de fonds que l'on prévoit d'utiliser ou dont on sait qu'ils seront utilisés pour perpétrer des actes de terrorisme; »

#### **Question 1 a) et b)**

- Le Comité contre le terrorisme souhaiterait recevoir une copie de la loi de 2002 relative à l'Organisation des Nations Unies (Mesures antiterroristes) qui, selon le rapport, a été adoptée le 28 mai 2002 ainsi qu'un compte rendu sur l'état d'avancement de son application. À cet égard, le Comité s'intéresse surtout à la disposition visant à ériger en infraction les actes perpétrés sur le territoire de Saint-Vincent-et-les Grenadines, qui ne sont pas intrinsèquement de nature terroriste, tels que la collecte de fonds, mais qui sont liés à des actes de nature terroriste commis ou projetés en dehors de Saint-Vincent-et-les Grenadines.
  - Le Comité souhaiterait également recevoir, dans la mesure du possible, un exposé sur l'état d'avancement des travaux du Comité qui, aux termes du rapport, a été créé « pour recenser les mesures prescrites par les résolutions 1373 (2001) et 1368 (2001) et élaborer un programme de mise en oeuvre de ces résolutions ».
2. La loi concernée est jointe en annexe au présent rapport.
3. Le 28 mai 2002, le Parlement a examiné puis adopté à l'unanimité un texte législatif sur le terrorisme, intitulé « loi de 2002 relative à l'Organisation des Nations Unies (Mesures antiterroristes) ». Cette loi a été approuvée par le Gouverneur général le 5 juillet 2002 et elle est entrée en vigueur le 2 août 2002, date de sa publication au *Journal officiel* (S.R.O. 2002, No 43). Elle vise à transposer dans la législation nationale les dispositions de la Convention internationale de 1999 pour la répression du financement du terrorisme et prescrit des mesures antiterroristes.

4. Les articles 3 et 4 de la loi antiterroriste érigent en infraction la fourniture et la collecte de fonds sur le territoire de Saint-Vincent-et-les Grenadines en vue de commettre des actes terroristes ou de faciliter leur commission, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

5. En adoptant cette législation Saint-Vincent-et-les Grenadines s'est acquittée des obligations qui lui incombent au sens de l'alinéa e) du paragraphe 2 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité, à savoir veiller à ce que les actes de terrorisme soient érigés en infractions graves dans la législation nationale et à ce que la peine infligée soit à la mesure de la gravité de ces actes.

6. Notre conseiller juridique pour les questions relatives aux traités internationaux, M. Dileep A. Kamat et M. Jaundy Martin, Senior Crown Counsel (avocat de la Couronne) au Bureau du Procureur général ont tous les deux participé à un séminaire sur les mesures législatives à prendre aux fins de l'application de la résolution 1373 (2001) sur la lutte contre le terrorisme, organisé récemment à Antigua. De leurs débats, il est rapidement ressorti que les dispositions législatives en vigueur à Saint-Vincent-et-les Grenadines répondaient, dans l'ensemble, aux exigences de la résolution 1373 (2001) pour tous les aspects du terrorisme qui avaient été envisagés. Le plan établi par M. Kamat et M. Martin et présenté lors du séminaire en vue d'élaborer des propositions de mesures législatives dans le domaine de la lutte contre le terrorisme recommandait uniquement les deux modifications ci-après de la loi en vigueur :

1) La définition de l'acte terroriste énoncée à l'article 2 de la loi de 2002 relative à l'Organisation des Nations Unies (Mesures antiterroristes) reprend les termes de celle figurant à l'article 2 de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, et satisfait aux critères d'application de la Convention et de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité. Toutefois, elle ne vise que les actes perpétrés dans l'intention de tuer ou de blesser grièvement des civils et pas le fait intentionnel de commettre une attaque endommageant sérieusement des biens immeubles, d'utiliser des armes à feu ou des explosifs et de perturber des services essentiels, lorsque ces actes pourraient également avoir pour objectif d'intimider la population ou de contraindre un gouvernement ou une organisation internationale à adopter ou à s'abstenir d'adopter un certain comportement.

Saint-Vincent-et-les Grenadines devrait élargir sa définition de l'acte terroriste, telle qu'elle figure à l'article 2 de la loi de 2002 relative à l'Organisation des Nations Unies (Mesures antiterroristes).

2) La loi de 2001 relative à la Cellule de renseignement financier porte création de la Cellule de renseignement financier, laquelle est chargée de recueillir, d'analyser et de diffuser des informations sur les produits des crimes visés par la loi de 2001 relative aux produits du crime et au blanchiment d'argent (Prévention). En outre, cette cellule est habilitée à exiger toute information relative aux infractions énumérées à l'annexe 2 de la loi susmentionnée et à toute « infraction visée » telle que définie à l'article 2 de la même loi, à savoir toute infraction dont une personne tire parti, directement ou indirectement, en obtenant un bien.

La loi de 2002 relative à l'Organisation des Nations Unies (Mesures antiterroristes) n'est pas énumérée à l'annexe 2 de la loi relative au

blanchiment d'argent. Par ailleurs, dans le cas des infractions connexes comme le financement des actes de terrorisme, ou la collecte de fonds et la fourniture de services en vue de leur perpétration, on ne peut pas dire que les auteurs en tirent véritablement un profit financier. En conséquence, il n'est pas certain que ces infractions connexes relèvent de la compétence de la Cellule de renseignement financier.

Le Gouvernement devrait donc modifier la loi de 2001 relative aux produits du crime et au blanchiment d'argent, afin de conférer à cette cellule des pouvoirs pour recevoir, analyser, obtenir et diffuser des informations sur le financement d'infractions liées au terrorisme.

7. En tant qu'État Membre de l'Organisation des Nations Unies, Saint-Vincent-et-les Grenadines s'est toujours acquittée de ses obligations en application des résolutions du Conseil de sécurité. À la suite de l'adoption des résolutions 1373 (2001) et 1368 (2001), le Gouvernement de Saint-Vincent-et-les Grenadines a pris des mesures immédiates pour constituer un comité chargé d'examiner le cadre sécuritaire et législatif du pays en matière de terrorisme et donner effet aux dispositions de ces résolutions. La portée très étendue de la résolution 1373 (2001) exige des efforts législatifs, financiers et administratifs extrêmement importants de la part de Saint-Vincent-et-les Grenadines, lesquels pèsent lourdement sur ses ressources humaines et financières.

Le Comité continue d'examiner régulièrement lesdites résolutions et d'identifier les domaines où :

- a) Saint-Vincent-et-les Grenadines satisfait déjà aux critères pertinents;
- b) Bien que Saint-Vincent-et-les Grenadines contribue à la réalisation des objectifs visés, il existe peut-être certains obstacles constitutionnels, juridiques, financiers et administratifs à l'application stricte des mesures telles qu'elles sont prescrites par le Conseil de sécurité; et
- c) Le cadre législatif, financier et administratif peut être modifié ou renforcé, selon le cas.

**« Décide que tous les États doivent :**

[...]

**c) Geler sans attendre les fonds et autres avoirs financiers ou ressources économiques des personnes qui commettent, ou tentent de commettre, des actes de terrorisme, les facilitent ou y participent, des entités appartenant à ces personnes ou contrôlées, directement ou indirectement, par elles, et des personnes et entités agissant au nom, ou sur instruction, de ces personnes et entités, y compris les fonds provenant de biens appartenant à ces personnes, et aux personnes et entités qui leur sont associées, ou contrôlées, directement ou indirectement, par elles;**

**d) Interdire à leurs nationaux ou à toute personne ou entité se trouvant sur leur territoire de mettre des fonds, avoirs financiers ou ressources économiques ou services financiers ou autres services connexes à la disposition, directement ou indirectement, de personnes qui commettent ou tentent de commettre des actes de terrorisme, les facilitent ou y participent, d'entités appartenant à ces personnes ou contrôlées, directement ou indirectement, par**

**elles et de personnes et entités agissant au nom ou sur instruction de ces personnes; »**

**Questions 1 c) et d)**

- Le Comité note que la loi de 2001 relative aux produits du crime et au blanchiment de capitaux, outre qu'elle vise essentiellement les produits du trafic de drogue et de certains crimes financiers, évoque également la saisie d'avoirs qui ont été utilisés ou que l'on soupçonne qu'ils seront utilisés pour commettre des crimes. Cependant, elle ne semble pas viser directement le gel et la confiscation des avoirs liés à des activités terroristes, notamment lorsqu'ils sont le fruit d'activités licites. Un amendement à ladite loi a-t-il été prévu à cet effet ou cet aspect est-il couvert par la nouvelle loi de 2002 relative à l'Organisation des Nations Unies (Mesures antiterroristes)? À cet égard, le Comité souhaiterait que Saint-Vincent-et-les Grenadines précise la portée de l'expression « infraction visée », notamment en ce qui concerne l'alinéa b) de l'article 2 (Définition) qui fait référence à « toute infraction visée à l'annexe 2 de la présente loi », étant donné que l'annexe 2 énumère un certain nombre de lois qui relèvent plus du domaine commercial que des infractions pénales.
- La portée de la loi de 2001 portant création de la Cellule de renseignement financier est pour l'instant limitée aux transactions suspectes, notamment dans le contexte de la loi de 2001 relative aux produits du crime et au blanchiment d'argent (Prévention) et de la loi de 1996 relative aux banques internationales. Veuillez expliquer comment elle pourrait s'appliquer aux transactions liées à des activités terroristes. La nouvelle loi de 2002 relative à l'Organisation des Nations Unies (Mesures antiterroristes) évoque-t-elle cet aspect?
- L'article 46 de la loi de 2001 relative aux produits du crime et au blanchiment d'argent (Prévention) impose à « toute institution financière ou personne exerçant une activité commerciale visée » l'obligation de surveiller et de signaler toute transaction suspecte. Qu'entend-on, au sens de cet article, par activité commerciale visée?
- Quelles sont les lois et mesures de contrôle et de surveillance actuellement en vigueur pour garantir que les fonds et autres ressources économiques recueillis pour financer des activités religieuses, caritatives ou culturelles ne sont pas détournés à d'autres fins, notamment pour financer le terrorisme?
- Veuillez indiquer les lois et procédures en vigueur pour réglementer les systèmes parallèles de transfert de fonds, notamment ceux connus sous le nom de hawala ou autres systèmes similaires.

8. La loi de 2001 relative aux produits du crime et au blanchiment d'argent (Prévention) ne prévoit effectivement pas le gel ou la confiscation des avoirs liés à des activités terroristes. C'est pourquoi, il a été remédié à cette lacune dans les articles 13 à 17 de la loi relative à l'Organisation des Nations Unies (Mesures antiterroristes) qui, sur la base des dispositions correspondantes de la loi précitée, envisage la saisie, le séquestre et la confiscation des liquidités détenues par des terroristes ainsi que le gel des fonds et avoirs financiers appartenant à des terroristes et à des groupes terroristes, ces mesures pouvant être prises par voie d'ordonnance émanant de la Haute Cour.

9. Aux termes de la loi de 2001 relative aux produits du crime et au blanchiment d'argent (Prévention) « infraction visée » signifie :

a) Toute infraction pénale grave ou toute infraction correctionnalisable, au sens de la législation de Saint-Vincent-et-les Grenadines, autre qu'une infraction de trafic de drogues, dont une personne a tiré parti, comme défini au paragraphe 3 de l'article 7 de la présente loi;

b) Toute infraction visée à l'annexe 2 de la présente loi;

c) Tout acte ou omission qui, s'il s'était produit sur le territoire de Saint-Vincent-et-les Grenadines, aurait constitué une infraction telle que définie à l'alinéa a) ou à l'alinéa b).

En d'autres termes, « infraction visée » signifie toute infraction pénale grave ou toute infraction correctionnalisable. En conséquence, une infraction terroriste correctionnalisable peut donner lieu à saisie ou à confiscation.

10. Du libellé actuel de la définition de l'expression « infraction visée », il ressort que la compétence de la Cellule de renseignement financier au sens de la loi de 2001 portant création de cette cellule, ne s'étend peut-être pas au financement des infractions liées au terrorisme. Cet aspect n'est pas envisagé par la nouvelle loi de 2002 relative à l'Organisation des Nations Unies (Mesures antiterroristes), car Saint-Vincent-et-les Grenadines ne souhaitait pas qu'un organe distinct puisse recevoir, analyser et recueillir des informations sur des transactions suspectes liées au financement d'actes de terrorisme et d'infractions connexes. Un amendement à la loi relative au blanchiment d'argent va être examiné afin d'élargir la compétence de la Cellule de renseignement financier au financement des infractions liées au terrorisme. Veuillez vous reporter à la réponse No 6 pour des explications plus détaillées à cet égard.

11. La loi de 2002 relative à l'Organisation des Nations Unies (Mesures antiterroristes) érige en infraction la fourniture et la collecte de fonds destinés à des activités terroristes. La loi relative aux produits du crime et au blanchiment de capitaux (Prévention), loi No 39 de 2001, et son règlement d'application de 2002 imposent aux institutions financières et autres établissements concernés l'obligation de mettre en place certaines procédures internes, y compris mais pas uniquement, des mesures de surveillance et des procédures de vigilance qui exigent de déclarer la provenance des fonds, conformément aux directives en vigueur. Toutes les institutions financières et tous les établissements connexes sont également tenus de signaler les transactions suspectes ou inhabituelles à la Cellule de renseignement financier, conformément aux dispositions de la loi relative aux produits du crime et au blanchiment de capitaux (Prévention). Opérationnelle depuis le 6 mai 2002, cette cellule nationale centralisée est chargée de recueillir, d'analyser et de diffuser des informations sur les transactions suspectes.

12. En conséquence, il existe bien à Saint-Vincent-et-les Grenadines un cadre législatif et administratif permettant de déceler toute transaction suspecte ou soupçonnée d'être associée au financement d'activités terroristes.

13. La Cellule de renseignement financier a déjà reçu de nombreux rapports sur des activités suspectes, transmis par des institutions financières et des établissements connexes. La Commission nationale de lutte contre le blanchiment de capitaux et la Cellule ont participé à l'organisation de nombreux stages de formation

à l'intention des institutions financières et autres établissements connexes afin de garantir qu'ils se conforment à leurs obligations légales.

14. Grâce aux nouvelles obligations découlant de la loi relative au blanchiment de capitaux et incombant aux institutions financières, notamment celle de signaler les opérations suspectes, la plupart des détournements éventuels de fonds au profit d'activités illicites ou terroristes seraient décelés, même en cas de fonds déposés pour obtenir une traite bancaire internationale.

15. Dans la pratique, les fonds collectés pour financer des activités illicites ou terroristes, transitent inévitablement par le système bancaire ou par des secteurs d'activité connexes, tels que les agents qui fournissent des services de transmission de fonds, les coursiers, les avocats, les agents de voyage, les agents immobiliers et les concessionnaires de voitures, qui sont tous tenus de transmettre des rapports sur les activités suspectes à la Cellule de renseignement financier. En toute hypothèse, étant donné que la plupart des pays imposent à toute personne se présentant à leur frontière de déclarer les montants des espèces en leur possession, les transferts de fonds à l'étranger s'effectuent en général obligatoirement par le système bancaire.

**Paragraphe 2, alinéa a)**

**« Décide que tous les États doivent :**

**a) S'abstenir d'apporter quelque forme d'appui que ce soit, actif ou passif, aux entités ou personnes impliquées dans des actes de terrorisme, notamment en réprimant le recrutement de membres de groupes terroristes et en mettant fin à l'approvisionnement en armes des terroristes; »**

**Question 2 a)**

- Comme indiqué plus haut, le Comité souhaiterait obtenir des informations générales sur la portée de la loi de 2002 relative à l'Organisation des Nations Unies (Mesures antiterroristes) à l'égard des activités sur le territoire de Saint-Vincent-et-les Grenadines qui ne sont pas particulièrement de nature terroriste mais qui sont liées à des actes réels ou potentiels de terrorisme dans un autre pays.
- Veuillez décrire brièvement les mesures, tant législatives que pratiques, mises en place pour empêcher des entités et des individus de recruter des membres de groupes terroristes, de collecter des fonds ou de solliciter toute autre forme d'appui en vue de mener des activités terroristes à Saint-Vincent-et-les Grenadines ou dans un autre État, y compris :
  - Le recrutement de membres de groupes terroristes, la collecte de fonds et la recherche de toute autre forme d'appui dans d'autres pays à partir de Saint-Vincent-et-les Grenadines; et
  - Toute activité mensongère, telle que le recrutement sous un faux prétexte (par exemple, formation) et la collecte de fonds à l'aide d'organisations écrans.
- Quels sont les mécanismes dont Saint-Vincent-et-les Grenadines dispose pour empêcher des terroristes de se procurer des armes à l'intérieur ou en dehors de son territoire, notamment des armes légères? Quels sont les textes législatifs concernant l'acquisition, la détention, l'importation et l'exportation d'armes?



16. L'article 6 de la loi de 2002 relative à l'Organisation des Nations Unies (Mesures antiterroristes) érige en infraction la fourniture de tout appui actif ou passif, à tout terroriste ou organisation terroriste (partout dans le monde) par toute personne résidant à Saint-Vincent-et-les Grenadines ou tout citoyen de Saint-Vincent-et-les Grenadines résidant à l'étranger, sous forme :

- a) De recrutement ou d'aide au recrutement de personnes; ou
- b) D'approvisionnement ou de fourniture d'une aide à l'approvisionnement en armes.

17. La collecte ou l'obtention de fonds pour financer de telles activités constitue une infraction au sens de ladite loi.

18. Le port d'armes n'est pas un droit automatique à Saint-Vincent-et-les Grenadines, seuls les détenteurs d'un permis étant autorisés à porter des armes à feu. L'approvisionnement en armes des citoyens est régi par le chapitre 275 de la loi de 1995 relative aux armes à feu, texte révisé de 1990, dont une copie est annexée au présent rapport.

19. L'acquisition, la détention, l'importation et l'exportation d'armes sont également régis par la même loi de 1995 relative aux armes à feu, qui dispose que seuls les détenteurs d'une licence ou d'un permis sont autorisés à détenir des armes ou des munitions et à les importer ou à les exporter.

20. Saint-Vincent-et-les Grenadines ne fabrique, ne produit ni ne distribue d'armes, de munitions ou de matériel militaire, mais elle ne laisse pas d'être extrêmement préoccupée par le volume croissant des exportations illégales d'armes illicites au sein de l'hémisphère. En particulier, elle note avec préoccupation la corrélation existant entre la mise hors service d'armes dans le contexte des processus de paix dans l'hémisphère et la facilité avec laquelle on peut se procurer des stocks d'armes sur le marché noir de la région.

21. Saint-Vincent-et-les Grenadines entend renforcer ses procédures administratives et ses mesures de sécurité en installant des scanners électroniques et précise dans le présent rapport les domaines dans lesquels elle souhaiterait recevoir une assistance.

22. Le renforcement de la surveillance décidé au lendemain des événements du 11 septembre a un coût élevé, qu'il s'agisse des ressources humaines, des frais d'administration ou de l'achat de matériel, pour un petit État insulaire en développement comme Saint-Vincent-et-les Grenadines, pour qui la sécurité ne constituait pas une préoccupation prioritaire et qui ne laisse pas de s'inquiéter des conséquences d'une telle réaffectation des ressources budgétaires sur le développement économique et social du pays. Celui-ci a besoin d'urgence d'une assistance financière et technique pour se doter du matériel et dispenser la formation qu'exige le renforcement de la capacité de surveillance, de détection et d'interception d'armes illicites. Eu égard aux ressources financières limitées d'un petit pays, le coût de la mise en oeuvre de ces mesures liées au contrôle des activités terroristes n'a pas été pris en compte au nombre des priorités d'ordre économique. À cet égard, le Gouvernement souhaite obtenir une aide financière aux fins de la surveillance et de l'interception d'armes illicites.

**Paragraphe 2, alinéa b)**

« Décide également que tous les États doivent :

[...]

**b) Prendre les mesures voulues pour empêcher que des actes de terrorisme ne soient commis, notamment en assurant l'alerte rapide d'autres États par l'échange de renseignements; »**

**Question 2 b)**

- Veuillez décrire le mécanisme qui, à Saint-Vincent-et-les Grenadines, permet d'assurer l'alerte rapide d'autres États en cas de menace d'activités terroristes.

23. Saint-Vincent-et-les Grenadines fait partie du Regional Security System (RSS) (Système de sécurité régional). Son gouvernement applique les dispositions du Traité qu'il a signé et honore les autres obligations qu'il a contractées aux fins du maintien de la sécurité dans l'hémisphère et dans le reste du monde. Saint-Vincent-et-les Grenadines, ses forces de police et ses services de sécurité coopèrent pleinement avec les autres gouvernements qui, à cet égard, sont attachés aux mêmes principes que lui. Donner davantage de détails sur les questions relatives aux opérations risquerait de nuire à l'efficacité des efforts en cours.

**Paragraphe 2, alinéa c)**

« Décide également que tous les États doivent :

[...]

**c) Refuser de donner asile à ceux qui financent, organisent, appuient ou commettent des actes de terrorisme ou en recèlent les auteurs; »**

**Question 2 c)**

- Veuillez donner des précisions sur les dispositions visant à exclure de Saint-Vincent-et-les Grenadines les demandeurs d'asile et les autres personnes, du type de ceux qui sont visés à l'alinéa 2 c) de la résolution 1373 (2001).

24. Notre loi intitulée *Immigration (Restriction) Act* (chap. 78 des *Laws of Saint Vincent and the Grenadines*, édition révisée de 1990) contient des dispositions interdisant l'entrée à Saint-Vincent-et-les Grenadines de tout immigrant ou visiteur que le Gouverneur général, se fondant sur des renseignements reçus par le Gouvernement, jugerait « indésirable ».

25. En outre, en vertu du *Expulsion of Undesirable Aliens Act*, (chap. 77 des *Laws of Saint Vincent and the Grenadines*, édition révisée de 1990), le Gouverneur général peut promulguer un « ordre d'expulsion » à l'encontre d'un étranger s'il estime que cela est nécessaire au maintien de la paix et de l'ordre public. Au paragraphe 1 de l'article 3, il est stipulé que :

- «3. 1) Le Gouverneur général peut, s'il le juge utile, promulguer un ordre, ci-après dénommé ordre d'expulsion, demandant à un étranger de quitter le territoire de Saint-Vincent-et-les Grenadines dans des délais déterminés et de demeurer ensuite hors de ce pays. »

26. Ces dispositions législatives sont considérées comme étant de portée suffisamment étendue pour empêcher que les étrangers qui financent, planifient, appuient ou commettent des actes de terrorisme ne puissent trouver asile à Saint-Vincent-et-les Grenadines. Des copies de ces lois et des amendements qui leur ont été apportés sont jointes en annexe au présent rapport.

**Paragraphe 2, alinéa d)**

« Décide également que tous les États doivent :

[...]

**d) Empêcher que ceux qui financent, organisent, facilitent ou commettent des actes de terrorisme n'utilisent leurs territoires respectifs pour commettre de tels actes contre d'autres États ou contre les citoyens de ces États; »**

**Question d)**

- Veuillez décrire les dispositions juridiques et autres mesures qu'a adoptées Saint-Vincent-et-les Grenadines pour empêcher que son territoire ne serve à la commission d'actes de terrorisme à l'étranger.

27. Toutes les lois dont Saint-Vincent-et-les Grenadines s'est dotée pour lutter contre certains actes de terrorisme (et appliquer les conventions de l'ONU sur la lutte contre le terrorisme auxquelles elle est partie) – comme le *Hijacking Act*, le *Protection of Aircraft and Airports Act*, le *Act against the Taking of Hostages, 2002* ou le *United Nations (Anti-terrorism Measures) Act, 2002* – visent non seulement à prévenir et à réprimer la commission d'actes de cette nature sur le territoire de Saint-Vincent-et-les Grenadines mais aussi à empêcher que ce territoire ne serve à la perpétration de ces actes. Aussi nous ne comprenons pas quelles autres mesures spéciales sont nécessaires pour empêcher que notre territoire ne serve à la commission d'actes du type susmentionné à l'étranger.

**Paragraphe 2, alinéa e)**

« Décide également que tous les États doivent :

[...]

**e) Veiller à ce que toutes personnes qui participent au financement, à l'organisation, à la préparation ou à la perpétration d'actes de terrorisme ou qui y apportent un appui soient traduites en justice, à ce que, outre les mesures qui pourraient être prises contre ces personnes, ces actes de terrorisme soient érigés en infractions graves dans la législation et la réglementation nationales et à ce que la peine infligée soit à la mesure de la gravité de ces actes; »**

**Question 2 e)**

- Outre les dispositions spécifiques qui sont contenues dans le *Protection of Aircraft and Airports Act, 2002* et le *Maritime Security Act, 2002*, dans quelle mesure les tribunaux de Saint-Vincent-et-les Grenadines sont-ils compétents pour connaître des infractions pénales ci-après :

- Actes commis hors de Saint-Vincent-et-les Grenadines par une personne ressortissante de ce dernier pays ou qui y a sa résidence habituelle (que cette personne soit actuellement présente à Saint-Vincent-et-les Grenadines ou non)?
- Actes commis hors de Saint-Vincent-et-les Grenadines par un ressortissant étranger, se trouvant actuellement dans ce dernier pays?

28. Outre les dispositions spécifiques qui, dans le *Protection of Aircraft and Airports Act, 2002* et le *Maritime Security Act, 2002*, donnent compétence aux tribunaux de Saint-Vincent-et-les Grenadines (et dont il est fait mention dans le questionnaire du CCT), il existe dans nos autres lois antiterroristes, comme le *Act against the Taking of Hostages, 2002* et le *United Nations (Anti-terrorism Measures) Act, 2002*, des dispositions portant spécifiquement sur les « compétences ». C'est ainsi qu'aux articles 3 et 4 du *Act against the Taking of Hostages, 2002*, il est stipulé que :

- « 3. 1) Quiconque séquestre, emprisonne, capture par la force ou détient une autre personne, et menace de la tuer, de la blesser ou de la maintenir en détention, afin d'obliger une tierce partie à commettre un acte ou une omission ou à en provoquer la commission, en faisant explicitement ou implicitement de l'exécution d'une telle obligation une condition préalable à la remise en liberté de ladite personne, se livre à une prise d'otage.
- 2) Quiconque
- a) Commet un acte de prise d'otage, ou
  - b) Tente de commettre un tel acte, ou
  - c) Se rend complice d'un acte ou d'une tentative de prise d'otage
- sera, dans le même ordre d'idées, jugé coupable d'une infraction passible d'une peine d'emprisonnement de sept ans.
4. Nonobstant les dispositions de la présente loi ou de toute autre loi, toute infraction visée à l'article 3 de la présente loi sera censée avoir été perpétrée à Saint-Vincent-et-les Grenadines si
- a) Elle a été commise sur le territoire de Saint-Vincent-et-les Grenadines, y compris à bord de navires et d'aéronefs immatriculés à Saint-Vincent-et-les Grenadines, détenteurs d'un permis délivré par ce dernier pays ou relevant de toute autre manière de sa juridiction;
  - b) Quel que soit l'endroit où elle a été commise, son auteur est :
    - i) Un(e) ressortissant(e) de Saint-Vincent-et-les Grenadines; ou
    - ii) Une personne apatride domiciliée ou ayant sa résidence habituelle à Saint-Vincent-et-les Grenadines;
  - c) Quel que soit l'endroit où elle a été commise, elle avait pour but d'inciter :
    - i) Le Gouvernement de Saint-Vincent-et-les Grenadines ou l'un quelconque de ses organes constitutionnels; ou

ii) Une personne physique ou morale ressortissante de Saint-Vincent-et-les Grenadines, à commettre ou à provoquer la commission d'un acte ou d'une omission;

d) Quel que soit l'endroit où elle a été commise, la personne prise en otage est ressortissante de Saint-Vincent-et-les Grenadines;

e) Quel que soit l'endroit où elle a été commise, son auteur se trouve, après sa commission, à Saint-Vincent-et-les Grenadines. »

29. Les tribunaux sont habilités à connaître des infractions visées par les lois susmentionnées si l'auteur de l'infraction est un ressortissant de Saint-Vincent-et-les Grenadines (même si ladite infraction a été commise à l'étranger) ou se trouve « présent » dans ce dernier pays après la commission de l'infraction.

#### **Paragraphe 2, alinéa f)**

« Décide également que tous les États doivent :

[...]

**f) Se prêter mutuellement la plus grande assistance lors des enquêtes criminelles et autres procédures portant sur le financement d'actes de terrorisme ou l'appui dont ces actes ont bénéficié, y compris l'assistance en vue de l'obtention des éléments de preuve qui seraient en leur possession et qui seraient nécessaires à la procédure; »**

#### **Question f)**

- Veuillez donner la liste des traités bilatéraux et multilatéraux d'entraide judiciaire en matière pénale auxquels Saint-Vincent-et-les Grenadines est partie.
- Quels sont les délais dans lesquels, en vertu de la loi, une demande d'entraide judiciaire à des fins d'enquêtes ou de poursuites pénales doit être satisfaite et combien de temps faut-il en moyenne pour donner suite dans la pratique à une telle demande à Saint-Vincent-et-les Grenadines?

30. On trouvera jointe en annexe au présent rapport une liste des traités bilatéraux et multilatéraux d'entraide judiciaire en matière pénale auxquels Saint-Vincent-et-les Grenadines est partie.

31. Il n'y pas en soi de traités multilatéraux d'entraide judiciaire en matière pénale. Certaines conventions multilatérales auxquelles Saint-Vincent-et-les Grenadines est partie contiennent des dispositions stipulant que les parties se prêteront mutuellement assistance pour l'engagement de poursuites pénales contre les auteurs d'actes érigés en infractions par lesdites conventions. Bien entendu, Saint-Vincent-et-les Grenadines s'acquittera des obligations qui lui incombent en vertu des dispositions des conventions multilatérales auxquelles elle a adhéré.

32. Notre loi intitulée *Mutual Assistance in criminal Matters Act, 1993*, qui régit le traitement des demandes d'entraide judiciaire à des fins d'enquêtes ou de poursuites pénales, ne prévoit aucune date limite ou échéance pour la réception de ces demandes. Sur le plan administratif, le délai que l'on se fixe pour faire droit à ces requêtes est de trois semaines. Toutefois, ce délai peut être plus long ou plus court, suivant la teneur ou la nature des demandes présentées.

33. Certaines des mesures d'ordre judiciaire ou juridique réclamées d'urgence dans ces demandes (ordonnances de restriction, perquisitions, etc.) sont exécutées avec toute la diligence voulue, soit immédiatement après que l'autorisation d'agir a été donnée, soit dans les quelques jours (1 à 5) qui suivent la date de réception de la demande. En revanche, l'exécution d'autres mesures peut prendre davantage de temps. C'est le cas, par exemple, de la présentation d'états financiers ou autres registres demandés aux banques ainsi qu'à certaines institutions ou entités financières et autres. Ces retards sont dus au fait que les institutions et entités financières et commerciales prennent, pour rechercher ces documents, davantage de temps que ne le prévoient les ordres ou les lettres de demandes qui visent à en obtenir la production.

34. Les documents qui font l'objet des demandes sont généralement assez volumineux, ce qui fait que les institutions financières et autres ont besoin de davantage de temps pour se les procurer et les rassembler.

35. Cela étant, et bien que certaines des mesures d'ordre judiciaire et juridique dont l'adoption est réclamée d'urgence dans les demandes soient exécutées très rapidement, le traitement des demandes d'assistance en matière pénale prend en moyenne de deux à trois mois.

36. Saint-Vincent-et-les Grenadines n'a jamais reçu de demande d'entraide judiciaire à des fins d'enquêtes ou de poursuites pénales portant sur des affaires liées au financement d'actes de terrorisme ou à d'autres activités terroristes. Au cas où elle recevrait une demande de cette nature, il va sans dire qu'elle y ferait droit rapidement, considérant qu'il s'agit là d'une question prioritaire et d'intérêt public.

**Paragraphe 2, alinéa g)**

**« Décide que tous les États doivent :**

[...]

**g) Empêcher les mouvements de terroristes ou de groupes de terroristes en instituant des contrôles efficaces aux frontières, ainsi que des contrôles lors de la délivrance de documents d'identité et de documents de voyage et en prenant des mesures pour empêcher la contrefaçon, la falsification ou l'usage frauduleux de papiers d'identité et de documents de voyage; »**

**Question 2 g)**

- Veuillez décrire le mécanisme de coordination interinstitutions entre les autorités responsables de la lutte contre le trafic de stupéfiants, des enquêtes financières et de la sécurité, particulièrement en ce qui concerne la surveillance des frontières pour prévenir le déplacement des groupes terroristes.
- Quelles mesures, autres que les sanctions contre les auteurs de tels actes, a-t-on prises pour empêcher que les pièces d'identité et les documents de voyage soient contrefaits, falsifiés ou employés frauduleusement?

37. Tous les renseignements reçus sont transmis à tous les organismes et à tous les points d'entrée et seraient transmis de même à Interpol (l'Organisation internationale de police criminelle), au FBI et au Haut Commissariat de Grande-Bretagne. On a établi un quartier général mixte national qui est chargé de réunir,

d'assembler et de diffuser les renseignements. Il s'agit là du mécanisme de coordination local auquel participent l'immigration, la garde côtière, la police et les douanes. Le Directeur du Quartier général mixte national est chargé de diffuser des renseignements aux administrations suivantes :

- Police;
- Immigration;
- Douanes et accises;
- Cellule de renseignement financier.

En outre, il existe un réseau Interpol qui reçoit et distribue les renseignements aux autres bureaux centraux nationaux et un mécanisme de coopération avec l'Association des chefs des services d'immigration.

38. En ce qui concerne la surveillance financière, la Cellule de renseignement financier travaille en étroite collaboration avec tous les établissements financiers et les entreprises concernées, notamment pour exploiter les renseignements reçus d'eux à la suite de déclarations d'activités suspectes. La Cellule participe aussi à la constitution d'une solide base de renseignements à caractère préventif et collabore étroitement avec les organes locaux, régionaux et internationaux en échangeant des renseignements par voie électronique, ce qui peut aider à repérer des groupes terroristes ou le financement d'activités terroristes.

39. Depuis la création de la Cellule de renseignement financier à Saint-Vincent-et-les Grenadines, il existe des relations étroites entre toutes les autorités locales responsables de l'application de la loi en matière d'échange de renseignements sur les activités illégales ou soupçonnées de l'être. La Cellule a entrepris de former et de sensibiliser les autres organismes locaux chargés de faire respecter la loi au sujet de son rôle et de ses fonctions afin de promouvoir la coopération et les échanges de renseignements et, par conséquent, ce qui est important, de faciliter ses propres enquêtes financières préventives. C'est de cette façon – en construisant une solide base de renseignements, en prenant des mesures préventives, en établissant un échange continu de renseignements et en créant de bons rapports avec les partenaires travaillant dans ce domaine – qu'il sera possible de repérer les activités illégales, y compris les activités et les mouvements terroristes, à Saint-Vincent-et-les Grenadines.

40. En ce qui concerne le contrôle des frontières nécessaire pour empêcher les mouvements de groupes de terroristes, les mécanismes suivants sont déjà en place :

- Des listes de surveillance portant sur toutes les personnes suspectées de terrorisme sont gardées dans tous les points d'entrée;
- Des patrouilles maritimes conjointes sont effectuées périodiquement, tant localement que dans le cadre du Système de sécurité régional.

41. Le Système de sécurité régional a vu le jour en 1982 en application d'un mémorandum d'accord, qui a été renforcé pour devenir un traité en mars 1996. Celui-ci est déposé auprès de l'Organisation des Nations Unies. Le mandat du système de sécurité régionale est défini à l'article 4 du Traité.

42. « Les objectifs et les fonctions du système sont de promouvoir la coopération entre les États membres dans les domaines suivants : prévention et interdiction du

trafic illicite de stupéfiants, situations d'urgence nationales, opérations de recherche et de sauvetage, contrôles de l'immigration, protection des pêcheries, contrôles douaniers, police maritime, catastrophes naturelles et autres, lutte contre la pollution, lutte contre les menaces à la sécurité nationale, prévention de la contrebande et protection des installations au large et des zones économiques exclusives. »

43. Du fait de son champ d'application le traité établissant le Système de sécurité régional permet, en cas de besoin, d'appuyer les efforts entrepris au niveau national pour dépister et empêcher des actes potentiels de terrorisme ainsi que le mouvement illégal de terroristes présumés dans les Caraïbes orientales.

44. Les mesures prises pour empêcher la contrefaçon, la falsification ou l'usage frauduleux de pièces d'identité et de documents de voyage sont :

- L'inspection et la vérification attentives des pièces d'identité et des documents de voyage aux points d'entrée;
- La formation des agents des douanes et de l'immigration à la reconnaissance des documents de voyage.

**Paragraphe 3, alinéas a), b) et c)**

**« Demande à tous les États :**

**a) De trouver les moyens d'intensifier et d'accélérer l'échange d'informations opérationnelles, concernant en particulier les actions ou les mouvements de terroristes ou de réseaux de terroristes, les documents de voyage contrefaits ou falsifiés, le trafic d'armes, d'explosifs ou de matières sensibles, l'utilisation des technologies de communication par des groupes terroristes, et la menace que constituent les armes de destruction massive en possession de groupes terroristes;**

**b) D'échanger des renseignements conformément au droit international et national et de coopérer sur les plans administratif et judiciaire afin de prévenir les actes de terrorisme;**

**c) De coopérer, en particulier dans le cadre d'accords et d'arrangements bilatéraux et multilatéraux, afin de prévenir et de réprimer les actes de terrorisme et de prendre des mesures contre les auteurs de tels actes; »**

**Question 3 a), b) et c)**

- Existe-t-il un mécanisme institutionnel pour donner suite aux alinéas a), b) et c) du paragraphe 3 de la résolution?

45. Cette question a déjà été traitée dans la réponse No 44 ci-dessus.

**Paragraphe 3, alinéa c)**

**« Demande à tous les États :**

**[...]**

**c) De coopérer, en particulier dans le cadre d'accords et d'arrangements bilatéraux et multilatéraux, afin de prévenir et de réprimer les actes de terrorisme et de prendre des mesures contre les auteurs de tels actes; »**



**Question 3 c)**

- Quelle est la base juridique en matière d'extradition à Saint-Vincent-et-les Grenadines? Plus particulièrement :
  - L'extradition est-elle régie, d'une façon ou d'une autre, par une loi? Si tel est le cas, veuillez donner un aperçu du contenu de cette loi;
  - Est-elle assujettie, d'une façon ou d'une autre, à l'existence de traités bilatéraux? Si tel est le cas, veuillez fournir une liste des pays avec lesquels Saint-Vincent-et-les Grenadines a conclu des traités bilatéraux à ce sujet.

46. L'extradition de Saint-Vincent-et-les Grenadines est régie par la loi intitulée *Fugitive Offenders Act, 1989*. Cette loi, qui est entrée en vigueur le 27 décembre 1989, prévoit l'expulsion de Saint-Vincent-et-les Grenadines de toute personne repérée sur son territoire alors qu'elle est accusée ou a été reconnue coupable d'une infraction dans un autre pays, et dont le retour est demandé par ce pays pour une question se rapportant à cette affaire. Le texte de la loi en question est joint au présent rapport.

47. Dans le cas d'un pays « étranger » autre qu'un pays du Commonwealth, la capacité de ce pays à se prévaloir de la loi est fonction de l'existence d'un traité d'extradition bilatéral avec le pays en question ou de l'existence d'une convention multilatérale à laquelle Saint-Vincent-et-les Grenadines et le pays considéré sont tous les deux parties (étant entendu que, dans ce dernier cas, l'application de la loi ne porte que sur des infractions visées par la Convention).

48. La liste des pays étrangers auxquels la loi intitulée *Fugitive Offenders Act* a été appliquée sur la foi des traités bilatéraux d'extradition du Royaume-Uni antérieurs à l'indépendance figure à la deuxième annexe de la loi.

49. Jusqu'à présent, en ce qui concerne les traités d'extradition postérieurs à l'indépendance de Saint-Vincent-et-les Grenadines, le Gouvernement a conclu un traité avec les États-Unis d'Amérique en 1996.

**Paragraphe 3, alinéa d)**

« Demande à tous les États :

[...]

**d) De devenir dès que possible parties aux conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme, y compris la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme en date du 9 décembre 1999; »**

**Question 3 d)**

- À propos des conventions et protocoles internationaux pertinents relatifs au terrorisme, le CTC aimerait recevoir un rapport sur les progrès de Saint-Vincent-et-les Grenadines pour :
  - Adhérer aux instruments auxquels ce pays n'est pas encore partie;
  - Promulguer une législation et prendre d'autres dispositions nécessaires pour appliquer les instruments auxquels il a déjà adhéré.

50. Outre la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme de 1999, l'État de Saint-Vincent-et-les Grenadine a adhéré à sept conventions et protocoles internationaux qui sont énumérés dans la deuxième annexe de la loi intitulée *United Nations (Anti-Terrorism Measures) Act, 2002*.

51. Le Gouvernement de Saint-Vincent-et-les Grenadines a promulgué des lois particulières pour mettre en oeuvre chacune des conventions et chacun des protocoles auxquels ce pays a adhéré, à savoir : *Hijacking Act, 1997*; *Protection of Aircraft and Airports Act, 2002*; *Internationally Protected Persons Act, 2002*; *Act against the Taking of Hostage, 2002*; *Maritime Security Act, 2002*; et *United Nations (Anti-Terrorism Measures) Act, 2002*. Les lois en question sont annexées au présent rapport.

52. Saint-Vincent-et-les Grenadines n'est pas encore partie à la Convention de 1991 sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection, ni à la Convention internationale de 1999 pour la répression des attentats terroristes à l'explosif. Mais des démarches seront faites pour adhérer à ces conventions et, par la suite, les lois nécessaires à leur mise en oeuvre seront promulguées par Saint-Vincent-et-les Grenadines afin de donner effet à ces deux conventions.

**Paragraphe 3, alinéa e)**

« Demande à tous les États :

[...]

**e) De coopérer davantage et d'appliquer intégralement les conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme ainsi que les résolutions 1269 (1999) et 1368 (2001) du Conseil de sécurité; »**

**Question 3 e)**

- Les infractions visées dans les conventions et protocoles internationaux pertinents donnent-elles lieu à extradition selon les traités bilatéraux auxquels Saint-Vincent-et-les Grenadines est partie (s'il en est)?

53. Dans la loi destinée à mettre en oeuvre la convention internationale ou le protocole international applicables, un article porte sur l'« Extradition ». Cet article prévoit, entre autres, que : « Nonobstant toute disposition des articles 3 et 4 de la loi intitulée *Fugitive Offenders Act*, la présente s'applique à tous les États parties à la Convention en ce qui concerne les infractions visées par ladite Convention ».

54. En outre, une disposition prévoit que : « Les infractions visées par la présente loi sont réputées être incluses dans l'énumération des infractions qui figure dans la première annexe de la loi intitulée "*Fugitive Offenders Act*" ».

55. Par conséquent, il n'y a pas lieu de modifier les traités bilatéraux afin d'y inclure les infractions prévues aux termes des conventions et protocoles visant les infractions terroristes.

**Paragraphe 3, alinéa f)**

« Demande à tous les États :

[...]

**f) De prendre les mesures appropriées, conformément aux dispositions pertinentes de leur législation nationale et du droit international, y compris les normes internationales relatives aux droits de l'homme, afin de s'assurer, avant d'octroyer le statut de réfugié, que les demandeurs d'asile n'ont pas organisé ou facilité la perpétration d'actes de terrorisme et n'y ont pas participé; »**

**Question 3 f)**

- Quels sont les lois, procédures et mécanismes en vigueur garantissant que le statut de réfugié n'est pas octroyé à des demandeurs d'asile participant à des activités terroristes?

56. L'État de Saint-Vincent-et-les Grenadines n'a jamais reçu de demandeur d'asile et n'a pas non plus de loi spéciale concernant les réfugiés. Mais, si l'occasion se présente, il se conformera à l'alinéa f) du paragraphe 3 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité en invoquant les dispositions de la loi intitulée *Immigration (Restriction) Act* concernant les immigrants interdits d'entrée.

**Paragraphe 3, alinéa g)**

**« Demande à tous les États :**

[...]

**g) De veiller, conformément au droit international, à ce que les auteurs ou les organisateurs d'actes de terrorisme ou ceux qui facilitent de tels actes ne détournent pas à leur profit le statut de réfugié, et à ce que la revendication de motivations politiques ne soit pas considérée comme pouvant justifier le rejet de demandes d'extradition de terroristes présumés; »**

**Question 3 g)**

- La législation de Saint-Vincent-et-les Grenadines prévoit-elle la possibilité de rejeter une demande d'extradition de terroristes présumés pour des motifs politiques?

57. La loi intitulée *Fugitive Offenders Act* comporte une disposition en vertu de laquelle n'est pas considérée comme une infraction politique qui peut justifier le rejet d'une demande d'extradition toute infraction constituée aux termes d'une convention internationale multilatérale (à laquelle sont parties à la fois Saint-Vincent-et-les Grenadines et le pays requérant) qui n'est pas considérée, selon cette convention, comme une infraction politique aux fins d'extradition.

58. L'alinéa d) du paragraphe 2 de l'article 8 de la même loi dispose ce qui suit :

« 8. 2) Sous réserve des dispositions du paragraphe 4, les infractions ci-dessous ne sont pas des infractions à caractère politique :

- a) Un attentat contre la vie ou la personne d'un chef d'État ou d'un membre de sa proche famille;
- b) Un attentat contre la vie ou la personne d'un chef de gouvernement, d'un ministre d'un gouvernement ou d'un député d'un parlement;
- c) Le meurtre et l'homicide involontaire;

d) Un acte constituant une infraction en vertu d'une convention internationale multinationale à laquelle sont parties à la fois Saint-Vincent-et-les Grenadines et le pays requérant, dont le but est de prévenir ou de réprimer une catégorie particulière d'infractions et qui impose aux parties signataires l'obligation soit d'extrader soit de poursuivre la personne recherchée. »

59. Par conséquent, si la convention considérée contient les dispositions voulues déclarant qu'en ce qui concerne l'infraction visée par la convention l'extradition ne doit pas être refusée pour des motifs politiques, il n'y a aucune possibilité que l'extradition soit refusée pour des motifs de cette nature par Saint-Vincent-et-les Grenadines.

#### Paragraphe 4

« [...] »

**4. Note avec préoccupation les liens étroits existant entre le terrorisme international et la criminalité transnationale organisée, la drogue illicite, le blanchiment d'argent, le trafic d'armes et le transfert illégal de matières nucléaires, chimiques, biologiques et autres présentant un danger mortel et, à cet égard, souligne qu'il convient de renforcer la coordination des efforts accomplis aux échelons national, sous-régional, régional et international afin de renforcer une action internationale face à ce grave problème et à la lourde menace qu'il fait peser sur la sécurité internationale. »**

#### Question 4

- Saint-Vincent-et-les Grenadines a-t-elle pris en compte l'une quelconque des préoccupations exprimées au paragraphe 4 de la résolution?

60. Le Gouvernement de Saint-Vincent-et-les Grenadines et ses services de police et de sécurité partagent les préoccupations du Conseil de sécurité quant aux liens qui existent entre les différentes formes de criminalité transnationale et participent pleinement aux efforts accomplis aux échelons national, régional et international pour faire face à ces menaces qui pèsent sur la sécurité. Pour les petits États comme Saint-Vincent-et-les Grenadines, les questions de sécurité ne peuvent être dissociées des problèmes économiques. Nombre des nouvelles menaces qui pèsent sur la sécurité internationale sont induites ou exacerbées par l'incapacité de beaucoup de nos sociétés de répondre aux besoins fondamentaux de leur population. La pauvreté, l'iniquité et l'injustice ont toujours constitué un terreau fertile pour l'extrémisme, le fanatisme et les comportements criminels. Les principaux risques pour la sécurité auxquels la plupart des gouvernements doivent faire face à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle n'ont plus pour cause première les affrontements militaires entre États, mais des menaces d'une forme nouvelle, dont le terrorisme n'est qu'un aspect parmi d'autres. Tout aussi dévastateurs pour de petits États vulnérables sont les dangers que présentent le trafic illicite de stupéfiants et d'armes légères, la criminalité transnationale organisée, la pandémie de VIH/sida, les effets de l'exploitation économique, de la pauvreté et de l'exclusion sociale, la dégradation de l'environnement et les catastrophes naturelles. Nos gouvernements ne sont pas préparés à faire face à de telles menaces, où l'ennemi n'a pas de visage et où les acteurs non étatiques jouent le rôle principal.

61. Les attentats terroristes du 11 septembre 2001 à New York et Washington ont changé la face du monde; pour l'instant, on ne peut dire avec précision si leurs effets négatifs vont s'inscrire dans la durée car nul n'a encore pleinement conscience de la portée des répercussions de ces attentats. Mais il n'y a pas lieu de paniquer. Les personnes et les nations dotées de raison dans le monde entier ont décidé que la barbarie terroriste ne triompherait pas sur la civilisation, ses valeurs et son mode de vie. Ainsi, partout sur la planète, les personnes et les nations sensées font front commun, comme jamais auparavant, pour lutter contre le terrorisme et ses conséquences sur le plan de la sécurité et dans les domaines économique, social et politique. C'est une action concertée aux niveaux international, régional et national qui garantira, en fin de compte, la défaite de la barbarie et la victoire de la paix, de la stabilité, de la sécurité, du progrès et du renouveau économiques et sociaux, du renforcement de la démocratie et de la solidarité entre les communautés.

62. Si les petits États sont particulièrement vulnérables face à ces nouvelles menaces insidieuses, aucun pays ne peut s'en croire à l'abri et, étant donné leur caractère transfrontalier, les seules réponses viables sont celles qui sont coordonnées au niveau multilatéral. C'est la raison pour laquelle Saint-Vincent-et-les Grenadines est déterminée à coopérer avec d'autres États dans le cadre du droit international et des meilleures pratiques internationalement reconnues en matière de répression du terrorisme international sous toutes ses manifestations. Il convient également de rappeler que Saint-Vincent-et-les Grenadines appuie, par ses instruments diplomatiques, les différentes résolutions et principales conventions des Nations Unies régissant la coopération dans la lutte contre le terrorisme international.

63. Au niveau sous-régional, Saint-Vincent-et-les Grenadines a pris une part active aux travaux de l'Équipe de travail intergouvernementale de la CARICOM sur les drogues. Celle-ci a été établie par la Conférence des chefs de gouvernement de la CARICOM à sa cinquième réunion extraordinaire en décembre 1996 et a pour tâche principale de formuler une politique régionale intégrée de lutte contre les stupéfiants, couvrant tous les aspects du trafic des drogues. Depuis sa création, l'Équipe de travail s'est révélée être un mécanisme fort utile en matière de coordination des programmes de lutte contre les stupéfiants mis en oeuvre dans la région.

64. Les chefs de gouvernement de la CARICOM ont créé en juillet 2001 une Équipe de travail de la CARICOM sur la criminalité et la sécurité chargée d'étudier les causes fondamentales de la criminalité, de la violence et des menaces contre la sécurité dans la région et d'élaborer des recommandations en vue d'une réponse coordonnée à l'échelon régional et/ou sous-régional. Saint-Vincent-et-les Grenadines a également participé aux travaux de cette équipe de travail.

65. Le Gouvernement de Saint-Vincent-et-les Grenadines a élaboré un programme d'évaluation du secteur financier, qui devrait commencer au cours du deuxième semestre 2003. Ce programme inclut dans un premier temps une auto-évaluation des normes relatives au blanchiment de capitaux et à la lutte contre le financement du terrorisme en vigueur dans les territoires membres, dans l'objectif d'obtenir une vue d'ensemble crédible et pragmatique des systèmes, pratiques et procédures légaux et de contrôle. Le recours à l'auto-évaluation vise à déterminer dans quelle mesure les États membres ont mis en oeuvre la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988 (Convention de Vienne), la Convention internationale pour la répression du financement du

terrorisme de 1999 et la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée de 2000 (Convention de Palerme), ainsi que d'autres conventions régionales relatives au blanchiment de capitaux et à la lutte contre le financement du terrorisme (par exemple, la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime). L'évaluation porte également sur la mise en oeuvre de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU.

66. Au niveau international, il convient de noter que, outre les accords indiqués dans le précédent rapport au Comité contre le terrorisme des Nations Unies, Saint-Vincent-et-les Grenadines est aussi partie à un certain nombre de traités bilatéraux et multilatéraux portant sur divers aspects des menaces transnationales qui pèsent contre la sécurité.

67. Saint-Vincent-et-les Grenadines demeure préoccupée par le fait qu'étant un petit pays vulnérable, elle n'a pas les moyens de se défendre contre les armes de destruction massive et elle reste fermement opposée à la poursuite des transbordements de matières nucléaires dangereuses par la route des Caraïbes, qui exposent l'ensemble des pays de la région à un risque accru de catastrophe en cas d'attentat terroriste ou d'accident. Cette question continue de retenir l'attention du Conseil des relations étrangères et communautaires de la Communauté des Caraïbes, qui, à sa dernière réunion le 8 mai 2002, a adopté une déclaration dans laquelle il soulignait que « les événements du 11 septembre 2001 et les informations rendues depuis publiques selon lesquelles des groupes terroristes ont bel et bien envisagé l'option nucléaire montrent clairement que la menace d'un accident nucléaire ou d'un attentat terroriste nucléaire est bien réelle. Dans ces circonstances, et à l'heure où les questions de sécurité préoccupent au plus haut point la communauté internationale, il est inconcevable que l'on autorise le transbordement régulier de cargaisons dangereuses sans s'inquiéter des risques manifestes et sans cesse croissants auxquels ces cargaisons exposent toutes les sociétés sur leur passage ».

#### **Autres questions**

- Le Gouvernement de Saint-Vincent-et-les Grenadines pourrait-il présenter un organigramme du dispositif administratif – police, contrôle de l'immigration, droits de douane, contrôles financiers, etc. – qu'il a mis en place pour donner concrètement effet aux lois, règlements et autres textes considérés par lui comme contribuant à l'application de la résolution?

68. L'organigramme demandé est joint au présent rapport.

#### **Conclusion**

69. Conformément au paragraphe 1.4 des Directives pour la présentation des rapports soumis en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité en date du 28 septembre 2001, relatif à l'indication des domaines dans lesquels les États ont besoin d'autres directives ou d'une assistance technique pour l'application de la résolution, le Gouvernement de Saint-Vincent-et-les Grenadines renouvelle sa demande d'assistance aux fins de la mise en oeuvre de certaines des mesures antiterroristes requises. Saint-Vincent-et-les Grenadines est un petit État ne disposant que de ressources financières et techniques limitées eu égard aux moyens qu'exige la lutte contre le terrorisme.

70. Jusqu'à présent, le terrorisme n'a jamais constitué une grave menace pour ce pays, dont les priorités budgétaires sont axées sur le développement économique et social de l'île, ainsi que sur l'élimination de la pauvreté, qui est un objectif déclaré. La nécessité de mettre à présent l'accent sur des aspects nouveaux de la sécurité, tels que décrits plus haut, risque d'ores et déjà de compromettre la poursuite de cette action en faveur du développement. Néanmoins, le Gouvernement de Saint-Vincent-et-les Grenadines est conscient de la menace très réelle que font planer le terrorisme international et les auteurs d'actes terroristes. Dans ces circonstances, il fera tout son possible pour contribuer à l'effort international en la matière, dans le respect de la Constitution nationale et des dispositions pertinentes du droit international. Saint-Vincent-et-les Grenadines aura toutefois besoin du soutien financier et technique de la communauté internationale si elle veut éviter les effets déstabilisateurs d'une ponction sur les ressources limitées qu'elle consacre aux activités de développement au profit des problèmes de sécurité, ponction dont les principaux bénéficiaires seront les pays développés, puisque ce sont eux la cible de la plupart des actes de terrorisme.

71. Il conviendrait d'apporter une assistance technique aux services de police et de sécurité, y compris l'administration des douanes et les services de l'immigration en ce qui concerne l'acquisition et la maintenance de moyens techniques appropriés, notamment de matériel électronique de surveillance et d'interception destiné à équiper les ports et aéroports, et la formation du personnel aux techniques de lutte contre le terrorisme, y compris la détection des documents de voyage faux ou falsifiés et, dans le domaine médico-légal, le cas échéant, le renforcement des capacités en matière de détection de substances biologiques et chimiques.

72. Une aide financière et une assistance technique, ainsi que des services de formation, seraient en particulier nécessaires dans les domaines suivants :

- Aide au Groupe d'intervention, à la Brigade spéciale et au Service de renseignement de la Police royale de Saint-Vincent-et-les Grenadines;
- Aide aux juristes spécialisés, tant en droit civil qu'en droit pénal, aux fins de l'élaboration d'une loi d'habilitation en matière de sécurité. Il y aurait également besoin d'entreprendre des études techniques afin d'évaluer la capacité de Saint-Vincent-et-les Grenadines, sur le plan juridique et administratif, de mettre en oeuvre les mesures requises pour lutter contre le terrorisme et son financement;
- Assistance dans le domaine des technologies de l'information aux fins de l'établissement d'une base de données intégrée qui permette le dépistage des activités et mouvements suspects aux niveaux national, régional et international;
- Fourniture de matériel informatique et de logiciels appropriés en vue de la mise sur pied d'un réseau efficace reliant les différents services de police et de sécurité, tant à l'échelle nationale qu'au niveau des régions;
- Communication à un stade précoce d'informations relatives aux passagers, aux transporteurs et au fret afin de renforcer l'efficacité et l'utilité des mesures de contrôle à la frontière. Il conviendrait que cette information précoce soit fournie par voie électronique par les transporteurs, tant aériens que maritimes, de façon que les organismes chargés de faire appliquer la loi soient mieux à même d'identifier les mouvements suspects et d'agir en conséquence.

## **Annexe I**

### **Liste de lois pertinentes**

1. Loi relative aux mesures antiterrorisme de l'ONU, 34/2002.
2. Loi relative aux criminels en fuite, 1989.
3. Loi relative à la cellule de renseignement financier, 2002.
4. Loi relative aux produits du crime et au blanchiment de capitaux, 2001.
5. Loi relative aux armes à feu, 1995.
6. Loi relative à l'immigration (restriction).
7. Loi relative à l'expulsion des étrangers jugés indésirables.
8. Loi relative aux détournements d'avion, 1997.
9. Loi relative à la protection des aéronefs et des aéroports, 2002.
10. Loi relative à la prise d'otages, 2002.



## **Annexe II**

### **Liste de traités bilatéraux et multilatéraux d'entraide mutuelle en matière pénale auxquels est partie Saint-Vincent-et-les Grenadines**

#### **Traités bilatéraux**

- Traités d'extradition entre le Gouvernement de Saint-Vincent-et-les Grenadines et le Gouvernement de la République de Chine – date d'entrée en vigueur : 19 août 1992.
- Traités d'entraide juridique en matière pénale entre le Gouvernement de Saint-Vincent-et-les Grenadines et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique – 1998.
- Saint-Vincent-et-les Grenadines est partie au Traité multilatéral relatif à la double imposition de la Communauté des Caraïbes (CARICOM). Les territoires et États membres suivants sont parties à ce traité : Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Jamaïque, Montserrat, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis et Trinité-et-Tobago.

## Annexe III

# Organigramme des institutions chargées de l'application des lois du Gouvernement de Saint-Vincent-et-les Grenadines

